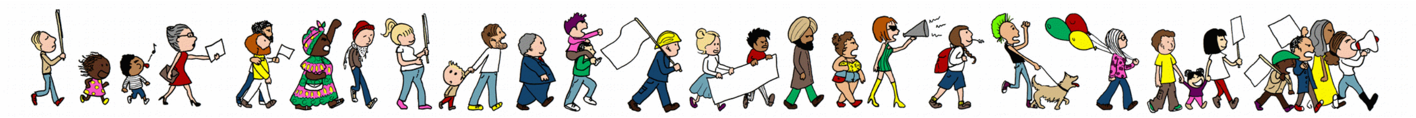
Angles d'Attac

Association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
Bulletin édité par Attac suisse, 1025 Genève – www.suisse.attac.org – numéro 106 – juillet 2017



SOMMAIRE

Courrier des lecteurs
Une lettre a été envoyé au journal concernant l'article sur le forum mondial social du numéro 105. La missive étant trop longue pour la publier dans le journal, nous la mettons à disposition sur notre site internet, rubrique Angles d'Attac.

Démocratie participative

RIE III : une victoire d'étape !

Le 12 février 2017, le peuple a rejeté la proposition de loi nationale de réforme de l'imposition des entreprises, troisième du nom, par une large majorité de 59,1 %

Et ce, malgré une campagne intensive des milieux économiques en faveur de la RIE III. Les partis de droite et autres associations patronales ont investi plus 3 millions de francs en affiches et en annonces contre 170'000 CHF dans le camp de la gauche. Ces chiffres sont des estimations basses, car il n'existe aucune loi obligeant les partis politiques à faire preuve de transparence sur leurs dons et financement de campagne. Une initiative sur ce sujet est en cours de signatures.

Cette réforme de l'imposition, présentée comme une nécessité pour la compétitivité pour l'économie suisse, aurait paru aux yeux de la population davantage comme un cadeau aux entreprises, surtout multinationales championnes de l'évasion fiscale. Dans cette guerre de chiffres par médias interposés, les conséquences de cette réforme sur les finances de l'État semblaient trop aléatoires pour être acceptées. Ce constat provient de l'enquête de la Confédération suite aux résultats des votations.
Le message semble avoir été en partie entendu par les politiques qui ont proposé une première ébauche du projet fiscal 17 le 2 juin dernier, donc aux oubliettes RIE pour conjurer le mauvais sort. Des allégements fiscaux moins conséquents, des avantages sociaux payés par les entreprises et des pertes fiscales pour les Cantons moins importantes compensées par la Confédération. Bien sûr, la réforme fait toujours fausse route en abaissant les taux d'imposition des entreprises, car les services publics et leurs usagers en paieront tôt ou tard le prix. Et des services publics défaillants sont la voie tracée pour justifier des privatisations supplémentaires. La lutte n'est donc pas terminée pour que chaque acteur participe à sa juste part à notre société. Et quand enfin les autorités cesseront de vouloir baisser les impôts des entreprises, nous pourrons peut-être nous attaquer à la fraude fiscale… Selon des études faites avant 2014 par des économistes, fiscalistes et associations économiques, entre 5 et 20 milliards de francs de revenus ne seraient pas déclarés et entre 150 et 300 milliards de fortunes seraient également dissimulées aux impôts.

Une réforme proposant des allégements fiscaux sans renforcer les moyens de lutte-contre la fraude fiscale n'est-elle pas un cadeau supplémentaire à ceux qui trompent déjà le fisc et une supercherie pour tous les autres?

Que faire cet été ? Pourquoi pas un séjour à Toulouse ?

Toulouse, une ville jeune et historiquement riche, belle et vivante sera du 23 au 27 août 2017, le siège de *l'Université d'été européenne des mouvements sociaux* initiée par le réseau des Attac d'Europe. Attac France vous invite à venir nombreuses et nombreux pour vous informer, débattre, agir. Les journées seront composées d'ateliers proposés par les associations et mouvements sociaux présents. Chaque journée sera clôturée par des forums en plénière sur diverses thématiques touchant à la critique de la mondialisation et du capitalisme, au changement social ou encore au questionnement des mouvements altermondialistes
Le succès de la première *Université d'été européenne des mouvements sociaux* organisé à Paris en 2014, avec plus de 2000 participant.e.s, a amené Attac France, soutenue par l'ensemble des Attac d'Europe et de nombreux partenaires à organiser pour la seconde fois cet événement en France. La prochaine Université d'été aura donc lieu à Toulouse, dans les locaux de l'Université Toulouse Jean Jaurès, **du 23 au 27 août 2017.** Cette manifestation exprime l'engagement, la convivialité l'esprit festif des participant.e.s afin d'apprendre, d'échanger et débattre autour des grands enjeux globaux. Pour vous inscrire : www.esu2017.org

La Suisse, bien davantage qu'un paradis fiscal…

Du 27 au 29 mars 2017 se tenait au Beau Rivage Palace de Lausanne le sixième *Global Commodities summit*.

Si les différentes entreprises de négoce en matières premières ont choisi un emplacement sur les bords du Léman, ce n'est ni pour les petits fours du palace, ni la vue splendide. En effet, environ 400 entreprises liées à ce juteux business ont installé leurs bureaux dans les paradis fiscaux, bancaires et libéraux que représentent Vaud et Genève. 150 autres entreprises du même type sont basées entre Zoug et le Tessin (pour connaître leur nom, voir le site de la *Swiss Trading & Shipping Association ou STSA*). Malgré cette très forte concentration de négociants aux méthodes et desseins fort peu louables, ces firmes restent inconnues pour une majorité de la population suisse.

Collectif Stop Spéculation

La très grande discrétion de ces compagnies légitime en soi la tenue du Contre-sommet du Collectif Contre la spéculation des matières premières, dont Attac fait partie. Pour nuire à la tranquillité lacustre des traders, le Contre-sommet s'organise autours d'objectifs conjoints d'information, visibilisation et dénonciation.

Édition 2017 : la Suisse sous la loupe

Ainsi le samedi 25 mars dernier, le Contre-sommet a commencé par sa journée d'ateliers et sa table ronde. Lors de cette dernière, la parole était donnée à Isabelle Lucas, docteure en Histoire contemporaine à l'Unil, René Lehnherr, membre du collectif du tribunal international contre Monsanto et Daniel Schweizer, cinéaste documentariste, notamment de *Trading Paradise*. Cette année, le thème du forum *La Suisse paradis du Trading* a orienté les discussions autour de l'impérialisme suisse, phénomène peu évoqué dans les manuels d'histoires suisses.

Sans colonies, la Suisse a pourtant participé activement au négoce international dès le 17e siècle. Sa position d'acteur mineur sur la scène internationale l'a contrainte à joindre ses forces aux plus puissants en leur offrant à la fois des réglementations plus souples et une image de neutralité et d'éthique grâce aux organisations internationales basées sur son territoire, comme le CICR. Ce capital symbolique permet encore à présent de mieux dissimuler les négociations et actes en défaveur des pays du Sud décidés par la Suisse et les transnationales. Suite à cet éclairage historique, il est plus aisé de comprendre leur attrait pour la Suisse. Les ateliers suivant la table ronde ont permis aux nombreuses personnes présentes de continuer les réflexions sur le rôle de la Suisse dans ce commerce inhumain, dépassant l'angle du seul paradis fiscal habituellement attribué à notre pays.

Le lundi 27 mars, le traditionnel cortège coloré, bruyant, sérieux et décalé à la fois s'en est allé aux abords du lac à Ouchy pour déranger les traders en plein réseautage autour d'un apéritif copieux. Le dispositif de sécurité exorbitant démontre tant la protection que l'État voue à ses entreprises et leur inquiétude face à la vindicte populaire.
Pour les années à venir, l'information comme la mobilisation demeureront cruciales pour refuser à ces monstres du trading une quelconque invisibilité et tranquillité d'affaire. Il est nécessaire de leur faire comprendre qu'ils ne sont les bienvenus nulle part et que leurs activités de spéculation doivent cesser, message à l'encontre de l'amabilité affichée par nos exécutifs cantonaux et national.

Continuons à lutter pour une Suisse sans avantages fiscaux et sans négoces détruisant des pays déjà piétinés par des décennies d'impérialisme économique.



Manifestation Contre-sommet, Lausanne 2016

BERNE

Le Collectif AAA+ est intervenu à l'Assemblée Générale de la BNS

L'Assemblée des Actionnaires Actifs positifs (AAA+) de la Banque nationale suisse (BNS) est un collectif qui a décidé d'acheter chacun.e une action pour pouvoir intervenir lors de l'Assemblée Générale. Ils le font pour la seconde année. Voici leurs propositions :

1. Les AAA+ demandent d'interdire le recours à des gestionnaires de portefeuilles externes. D'après la RTS, les placements de la BNS sont entièrement, ou en partie, administrés par BlackRock, multinationale dont le siège est à New York et dont l'un des vice-directeurs est Philipp Hildebrand, ex-président de la BNS.

2. Les AAA+ demandent que les placements de la BNS respectent des critères éthiques. Bien que les directives générales de la Banque le certifient, elles ne sont pas respectées dans la réalité. Ainsi, des placements massifs sont faits par la BNS dans l'énergie fossile et les armes. La BNS est doublement fautive, car ces placements contreviennent aux traités internationaux signés par la Suisse. Les AAA+ demandent que la Loi sur la Banque nationale soit modifiée ainsi :
   « [la BNS] renonce à investir dans des entreprises :
   - qui violent massivement des droits humains fondamentaux,
   - qui causent ou font courir le risque de graves dommages à l'environnement (en particulier les OGM, l'extraction du gaz ou du pétrole de schiste, les sources d'énergies fossiles, l'énergie nucléaire),
   - qui produisent des armes livrées directement ou indirectement à des pays en conflits, prohibées par la communauté internationale ou des armes nucléaires. »

3. Actuellement, les dividendes versés aux actionnaires sont calculés sur la valeur nominale (250 CHF) de l'action et non sur sa valeur actuelle (1750 CHF au 31.12.2016, donc 7 fois plus élevée que la valeur nominale). C'est un manque à gagner important pour les actionnaires majoritaires que sont les Cantons. Cette proposition a fait l'objet d'un vote à l'Assemblée générale, mais le Conseil de banque a recommandé de voter non et elle a été refusée.

4. Les candidatures au Conseil de banque, lors des élections par l'Assemblée générale, sont proposées au vote avec le même nombre de candidats que de postes à repourvoir. Les AAA+ demandent d'ouvrir les candidatures pour qu'il y ait une véritable élection. Cette année, ils proposaient même 3 candidats. Aucun poste n'était à repourvoir, la proposition a donc été rejetée.

5. L'organe de révision actuel de la BNS est la multinationale KPMG, bien connue dans les médias à propos d'affaires de conflits d'intérêts et de corruption. Les AAA+ exigent que le réviseur des comptes soit suisse et indépendant. Ils demandent aussi qu'un appel d'offres soit organisé et que plusieurs candidat.e.s soient proposés à l'Assemblée générale pour qu'un choix démocratique soit possible. Cette proposition a fait l'objet d'un vote à l'Assemblée générale, mais le Conseil de banque a recommandé de voter non et elle a été refusée.

6. Le revenu de seigneuriage, c'est-à-dire la création monétaire, apporte des revenus considérables à la BNS, pourtant il n'est pas inscrit au bilan. Les AAA+ demandent que la comptabilité soit modifiée pour faire apparaître ces revenus-ci. L'enjeu est de taille puisque des bénéfices très importants seraient annoncés. Ils seraient alors disponibles pour augmenter fortement (par dizaines de milliards) la redistribution aux Cantons et à la Confédération.

7. La proposition est semblable à la précédente, mais elle demande que l'obligation de publication du revenu de seigneuriage (création monétaire) de la BNS soit inscrite dans la Loi.

Pour ceux qui s'intéressent à en savoir plus : **Site Web :** http://aaapositifs.ch/

Parole de capitaliste

« On trouve son épanouissement pas seulement dans les loisirs et la famille mais aussi dans le travail. Et on ne peut pas prétendre que travailler 70 heures par semaine est forcément mauvais pour la santé ».
Dominik Bürgy, président d'Expertsuisse et membre de la direction d'Ernst and Young.

Travailler 70 heures dans des salles de réunion climatisées, durant des apéritifs informels renommés séance de travail sur l'agenda ou en réunion dans des hôtels de luxe peut paraître supportable. D'autant plus facile à gérer quand des employé.e.s domestiques se chargent de tout à la maison. Mais il est évident que Monsieur Bürgy n'a jamais passé 70 heures à une caisse, sur un chantier, dans un hôpital, une salle de classe ou une usine, n'a jamais connu la double journée de travail et ne s'est jamais aventuré à lire les recherches et études de n'importe quel institut de santé au travail.

Un tel mépris de classe est-il surprenant de la part d'un nanti travaillant dur pour aider les entreprises et particuliers à « optimiser » leurs dépenses d'impôts ?

GENÈVE

Stop TiSA : les Cantons prennent position

L'article sur TiSA du dernier Angles a été préparé durant l'automne, il lui a été ajouté un élément sur le « Tour de Lorraine » à Berne. Pour compléter ces informations voici ce qui s'est passé à Genève :



Une manifestation de dimension internationale a été organisée par Stop TiSA-Genève, le 4 décembre. Entre 800 et 1000 manifestant.e.s ont marché de la Gare Cornavin à l'OMC, malgré un froid de canard, en passant par la ville puis par le quartier des Pâquis. On pouvait y voir des militant.e.s de la Suisse entière, des Français.es qui provenaient de la zone genevoise et même des Allemand.e.s. Comme toujours, Attac était bien représentée.

Le collectif Stop TiSA a demandé à la Ville de Genève le pavoisement du pont du Mont-Blanc pour cet événement de décembre. Plusieurs mois ont passé et finalement du 10 au 23 avril, 8 grands drapeaux Stop TiSA flottaient sur le premier Pont de Genève. Notons que le maire de Genève, Guillaume Barazzone (PDC) a offert une forte publicité médiatique à l'événement en se désolidarisant de ses 4 autres collègues du Conseil Administratif provoquant un débat sur l'utilisation du domaine public. Cette polémique a été l'occasion pour les autres de rappeler les risques que font courir ce traité, en particulier pour les services publics.

Pour rappel de multiples communes ont voté des motions contre TiSA en se déclarant en général « zone Hors TiSA », parmi elles, dans le canton de Genève : la Ville de Genève, Carouge, Plan-les-Ouates, Puplinge, Grand-Saconnex, Meinier et Bardonnex. Ailleurs en Suisse, c'est le cas de Lausanne, Vevey, Renens, Sainte-Croix, Biasca, Le Locle, Berne, Zurich et Bellinzone.

Notons aussi que Le Grand Conseil du Canton de Genève et celui du Canton de Vaud se sont également déclarés « zone Hors TiSA ».

MULTINATIONALE

Monsanto est coupable

Le 18 avril, le tribunal international contre Monsanto, dont le procès avait eu lieu en octobre 2016 à la Haye au Pays Bas, a présenté son verdict au public. Le tribunal était présidé par Françoise Tulken, Belgique, ancienne vice-présidente de la Cour européenne des Droits de l'Homme (voir l'article sur ce tribunal dans Angles d'Attac no. 105).

Le verdict reconnaît Monsanto coupable de pratiquement tous les chefs d'accusation[1]. Il s'agit notamment d'atteinte au droit à un environnement sain, d'atteinte au droit à l'alimentation, d'atteinte au droit au meilleur état de santé que toute personne est capable d'atteindre, d'atteinte au droit à la liberté indispensable pour la recherche scientifique et du droit à la liberté d'expression ainsi que de crime d'écocide (acte de destruction d'un écosystème). Ce verdict se base sur les très nombreux témoignages de personnes et d'organisations victimes des pratiques de Monsanto.

Le tribunal relève par ailleurs l'existence d'un fossé grandissant entre le droit international des droits de l'homme et la responsabilité des sociétés. Il lance un appel pour la reconnaissance de la primauté du droit international des droits de l'homme et de l'environnement et ceci en particulier sur le droit international de l'investissement et du commerce, c'est-à-dire les lois et pratiques qui s'imposent de plus en plus à travers des accords de libre-échange. Le tribunal insiste également sur la nécessité de tenir responsable des acteurs non-étatiques en droit international des droits de l'homme. Il devrait ainsi être possible de poursuivre des multinationales en cas d'atteintes aux droits fondamentaux.

Le verdict du tribunal contre Monsanto est avant tout symbolique et n'a pas de réelle valeur juridique. Mais il représente un élément important de plus dans la lutte contre les grandes multinationales de l'industrie agro-alimentaire. Jamais auparavant autant de victimes de cette industrie se sont retrouvées ensemble et ont pu témoigner et autant de militants et organisations ont eu la possibilité de se rencontrer et se coordonner.

Cette lutte continue avec d'autres moyens dont la marche contre Monsanto qui a eu lieu le 20 mai en Suisse à Morges et à Bâle pour la cinquième année consécutive et qui a vu la présence de très nombreux militants.

Manifestation à Morges, 20 mai 2017



[1] *http://www.monsanto-tribunalf.org/upload/asset_cache/119865256.pdf*

La France soumise : victoire des politiques néolibérales européennes

La récente campagne qui a conduit à l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République française a été une sorte d'imposture démocratique. Les Français ont vu la force du capital à l'œuvre au sein de leurs institutions politiques et médiatiques et ont assisté à la prise du pouvoir en direct par le capital, sans médiation. Les masques sont tombés.

La liste invraisemblable de soutiens de Macron (Xavier Niel, Bernard Arnault, Patrick Drahi…) dévoile l'union pouvoir-oligarchie-médias. Des milliardaires, patrons de la presse française, décident de porter un banquier d'affaire à la présidence. Le système a vu en Macron son dernier espoir, l'espoir qu'en France tout puisse continuer comme avant, mais avec l'apparence du neuf. On ne peut pas ne pas songer à la figure de Matteo Renzi, ex-ministre du Conseil qui a « rafraîchi » le paysage politique italien pendant deux ans avec des résultats que tout le monde critique aujourd'hui, même et surtout l'aile gauche de son parti (le Parti Démocrate) qui a fait sécession ! Macron a manifesté dans le passé une certaine sympathie pour la voie tracée en Italie par Matteo Renzi, grand admirateur d'Antony Blair…

Dans l'UE actuelle, désormais on n'a plus les moyens de changer de politique, seulement de changer de têtes.
Présenté comme un centriste, Emmanuel Macron a recueilli les suffrages de l'électorat social libéral du PS et d'une partie importante de l'électorat de la droite ; il y a eu beaucoup de votes « par défaut » et pour faire barrage au FN. Ainsi le piège du « vote utile » s'est refermé sur une France déboussolée…

Candidat mensonger, car se déclarant ni de droite, ni de gauche, il aura les mains libres pour mener ensuite tranquillement une politique de droite ! Non seulement il exprime déjà en sa personne toutes les causes de la montée de l'extrême droite, mais sa politique propose de les approfondir et de les aggraver ; dans cinq ans le FN sera très probablement encore plus fort.
Il a promis de procéder à des suppressions massives de postes de fonctionnaires, de réduire les dépenses publiques de 60 milliards d'euros en cinq ans, de supprimer l'impôt sur la fortune pour les actions détenues par les actionnaires des entreprises, de baisser l'impôt sur le revenu du capital bref, de limiter encore plus l'action de l'État dans l'économie. Il va continuer la politique de « l'offre » de l'ancien président. Emmanuel Macron apparaît comme un vrai néolibéral « de gauche » qui peut proposer des mesures pseudo-sociales à condition qu'elles n'interfèrent pas avec les marchés. Si d'aventure des mesures contre la pauvreté seront prises, elles le seront sans jamais remettre en cause les politiques économiques et sociales globales.

Pour Dany Lang et Henri Sterdyniak, deux économistes, le projet politique de Macron « n'est guère que la traduction pour la France de la stratégie européenne d'austérité budgétaire combinée aux réformes structurelles qui pèse sur l'économie européenne depuis la crise et l'empêche de se redresser ».

La priorité du nouveau président est la réforme du marché du travail qu'il entend réaliser à coups d'ordonnances, évitant ainsi toute discussion parlementaire ! Rappelons qu'en France il y a eu 17 réformes du marché du travail en 30 ans et que ni le chômage, ni la précarité n'ont reculé. Pour E. Macron réformer le marché du travail est une « question de crédibilité » ; il faut se plier à la discipline budgétaire exigée par l'Europe. Il l'a expliqué au journal *Libération*: « La France ne peut entraîner l'Allemagne que si elle a une crédibilité sur le plan économique et financier ». Laurent Joffrin, le patron du journal - soutien fidèle de Macron - semblait séduit par cette méthode : « Commençons par donner des gages de bonne gestion et de sages réformes, alors nous pourrons demander des concessions. ». Sans surprise donc, Macron a réservé sa première visite officielle à Madame Merkel, car il veut rassurer les Allemands en leur promettant d'avancer encore plus dans les réformes structurelles (petit rappel : à cause des réformes Schröder et des réformes Harz, en Allemagne il y a 13 millions de pauvres, plus qu'en France).
Il s'agit en effet de faire passer tout ce qui a échoué depuis trois décennies sous le discours de « réalisme », alors que le rapport avec la réalité s'est presque totalement rompu. L'échec de ce « réalisme » est masqué par la promesse d'un succès toujours à venir. On proclame depuis longtemps, dans tous les médias, que les échecs du néolibéralisme sont dus aux « rigidités » du monde du travail, aux dernières « rentes incrustées » et aux impôts qui sont toujours considérés comme confiscatoires. Mais il n'est jamais question, par exemple, des rentes du capital financier, ni de la finance de l'ombre qui représente 150% du PIB mondial, 85 000 milliards, et qui est en constante augmentation !

Les «économistes atterrés», un regroupement d'économistes hétérodoxes dénoncent: « Le chômage de masse dont sont victimes les moins qualifiés serait dû surtout aux privilèges exorbitants dont bénéficient encore les travailleurs qui ont un emploi en contrat à durée indéterminée et des revenus décents. Percevant des salaires trop élevés par rapport aux conditions qui prévaudraient sur un marché du travail parfaitement flexible et ayant des droits sociaux excessifs, ils seraient en effet responsables du chômage des exclus. Pour faire baisser le chômage, il faudrait donc s'attaquer en priorité aux droits de ces privilégiés. » (petit rappel : en 2015, le PDG de Renault-Nissan a reçu un salaire de 16,5 millions d'euros, soit environ mille années du SMIC, le salaire minimum français).

Les traités de libre-échange, européens et internationaux, détruisent la base industrielle, appauvrissent des régions entières, mais ils ont l'avantage de tenir bas les salaires par la pression concurrentielle et la menace permanente de la délocalisation, c'est une véritable mise au pas des salariés. Dans le langage patronal on transforme les exploiteurs en « créateurs de richesses » et les exploités en « coûts ». On avance les idées de « compétitivité », « déficit public », « trou des assurances sociales » etc. Ces notions devenues naturelles s'inscrivent dans une guerre des classes : « Il y a bien une guerre des classes, mais c'est ma classe qui est en train de gagner » reconnaissait le milliardaire américain Warren Buffett en 2005.

Même le journal *The Economist* reconnaît que : « La subordination du commerce aux droits de l'homme aurait un coût supérieur aux bénéfices escomptés. ».

Et en Suisse ?

La directrice d'Economiesuisse, Monik Rühl, a déclaré au journal *Le Temps* du 15 mai, que l'élection de Macron est une bonne chose pour la Suisse et pour « la stabilité de l'édifice communautaire » européen. Elle apprécie en particulier la réforme de la loi travail : « fournir davantage de souffle à l'économie française bénéficiera aussi aux entreprises suisses ». D'autre part, Madame Rühl déplore qu'on appelle le peuple suisse à voter sur des sujets qui remettent en question les avantages de la place économique suisse (cela vous rappelle-t-il un vote récent ?) et souhaiterait un accord bilatéral avec les États-Unis, car pour l'instant le traité commercial transatlantique est abandonné !

La même semaine sortait une étude du SECO qui soulignait qu'entre 2005 et 2015 les conditions de travail se sont dégradées en Suisse. L'USS affirmait de son côté : « Les travailleurs sont toujours plus le jouet d'intérêts économiques à court terme. » (*Le Temps* du 23 mai)

REGARD HISTORIQUE

Il y a cent ans à Petrograd…

Les femmes descendaient dans les rues de la capitale russe à l'occasion de la *Journée internationale des femmes*, crée par le Parti socialiste d'Amérique, en 1909.

Elles réclamaient du pain pour leurs enfants et le retour de leurs maris engagés dans une guerre impériale cruelle. Les ouvrières du textile avaient aussi déclenché une grève générale dans les fabriques qui fournissaient de l'équipement pour l'armée. Ces femmes courageuses furent rapidement rejointes par des milliers d'ouvriers des usines environnantes et par les soldats de la garnison de Petrograd. Un régiment de Cosaques, dépêché sur les lieux, avait finalement fraternisé avec les insurgées et les insurgés. La révolution de février était en marche. Après avoir pris d'assaut l'arsenal, les mutins avaient libéré les prisonniers de la forteresse Pierre-et-Paul, comme au temps de la «Prise de la Bastille» à Paris, en 1789. Le tsar, isolé dans son train de luxe, entre le front et la capitale, avait de la peine à se faire une idée de la gravité de la situation. L'état-major de son armée l'obligea à abdiquer. Il fut assigné à résidence surveillée dans son palais de Tsarkoie Selo, avec sa famille.

La révolution de février fit bonne presse dans les capitales occidentales. Kerenski, à la tête du gouvernement provisoire, proposa au gouvernement britannique d'accueillir la famille des Romanov. Les munitionnettes et les suffragettes anglaises, très bien organisées dans la classe ouvrière, avaient menacé de déclencher aussi une grève générale, qui aurait paralysé l'effort de guerre du Royaume-Uni. Soucieux de préserver son autorité, le roi Georges V abandonna son cousin germain, Nicolas II, à son triste sort.

Lénine, membre du parti socialiste suisse depuis 1914, adressa une lettre d'adieu à la classe ouvrière helvétique le 9 avril 1917, avant de prendre le train pour rentrer en Russie. Avec Nadejda, sa femme, Inessa Armand, une aristocrate française qui avait épousé la cause révolutionnaire, Zinoviev et d'autres camarades bolchéviques, ils avaient traversé l'Allemagne et la mer Baltique pour rejoindre la Suède, avant de parvenir en Finlande, qui faisait encore partie de l'Empire russe. Le voyage avait été préparé par des parlementaires suisses qui avaient obtenu un laissez-passer, délivré par l'état-major du Kaiser.

Le 17 avril, Lénine fut accueilli par une foule immense à Petrograd. Le soir, sous les dorures du palais Ksechinskaïa, réquisitionné après l'abdication de Nicolas II, il prononça un discours mémorable appelant les masses populaires à se révolter pour arrêter la guerre. Chaque jour de guerre coûtait 65 millions de roubles. Elle avait coûté 4 milliards en 1914, 11 milliards en 1915, 18 milliards en 1916 et probablement 26 milliards d'ici la fin de 1917. La dette de l'Empire était déjà de 60 milliards de roubles, constituée par des souscripteurs russes pour 44 milliards et le solde par la constitution d'une dette extérieure.

La Russie était devenue une proie facile, pour qui voulait la prendre. A Petrograd, dans la nuit du 24 au 25 octobre, la garnison de la ville et les marins de Kronstadt s'étaient emparés des points névralgiques de la capitale. Le gouvernement provisoire avait été renversé par les bolcheviks et les parlementaires s'étaient réfugiés au Palais d'Hiver. A 21 heures, les marins du croiseur Aurore tiraient une salve d'avertissement, en direction du Palais d'Hiver. Sur les quais de la Neva, éclairés par les projecteurs du croiseur, une foule immense, composée d'ouvrières, d'ouvriers et de soldats, qui avaient déserté le front avec leurs armes, prenait d'assaut l'ancien palais impérial. Dans les salons, les insurgées et les insurgés, ivres de joie, chantaient des chants révolutionnaires. Le «Grand soir» s'était déroulé sans faire trop de victimes, la garnison du palais, constituée en majorité de femmes, avait rendu rapidement les armes. Le 26, le Deuxième congrès des soviets de Russie entérinait la création du nouveau gouvernement, le «Conseil des commissaires du peuple» et nommait Lénine à sa présidence.

Reconnaissant pour le rôle extraordinaire joué par les femmes, il avait nommé Alexandra Kollontaïa, commissaire du peuple, à la tête de l'Assistance Publique. Dans ces circonstances, elle était devenue la première femme au monde à rentrer dans un gouvernement! Avec Inessa Armand, elles avaient créé le «Département des femmes». Sur la proposition de ce département avant-gardiste, les femmes russes avaient obtenu du Congrès des soviets, le droit de vote et d'éligibilité, la garantie de l'emploi durant la grossesse et le congé maternité, le droit à l'avortement gratuit, l'égalité absolue entre conjoints, le droit au divorce par consentement mutuel, l'accès à l'éducation et un salaire égal à celui des hommes, la journée de travail de huit heures, l'interdiction du travail des enfants et celui du travail de nuit pour les mères de famille. Rien que ça, chères collègues!

Une autre informatique est possible

De nos jours, nous passons de plus en plus de temps sur internet, que ce soit pour trouver une réponse à une question qui nous traverse l'esprit, lire la presse, regarder des vidéos plus ou moins malignes, traîner sur les réseaux sociaux ou encore rédiger nos mails. Dans le monde virtuel, nous semblons oublier les rapports de pouvoir, voire parfois notre humanité, dissimulés sous un relatif anonymat. Surtout, nous oublions que les dominants sont toujours les mêmes, de grandes multinationales qui sur les internets collectent soigneusement nos données pour les vendre aux plus offrants. Aujourd'hui est-il encore possible d'échapper aux GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) et autres monstres de la Silicon Valley ? Nous vous proposons quelques alternatives à utiliser sans modération.

Les logiciels libres
Le principe des logiciels libres est simplement d'offrir des alternatives gratuites aux logiciels payants. Leur force réside sur un modèle de développement ouvert ou open source, c'est-à-dire que le code du logiciel est accessible à tous et peut être amélioré par tout un chacun. L'intelligence collaborative a permis à de nombreux logiciels de concurrencer les entreprises lucratives voire de devenir une des principales références, notamment Firefox. À noter que le module Adblock permet de bloquer les publicités et autre pop-up en utilisant Firefox. Et pour chaque usage, vous trouverez le logiciel libre qui vous convient. Alors direction les moteurs de recherche pour trouver ce qui vous convient !

Les moteurs de recherche
Incontournables et très pratiques, Les GAFAs les utilisent à des fins peu louables, récolter des données pour en faire de la publicité ciblée de plus en plus intrusive. Sans compter que dans certains pays, ils filtrent volontairement des informations sur demande de gouvernements. Accoutumés à naviguer sur les moteurs classiques mercantiles, il existe pourtant des alternatives aux intentions louables nous permettant d'éviter de dévoiler nos lucratives habitudes de navigation aux géants Google et Cie.

Ecosia – l'écolo
Les forêts du monde entier disparaissent à un rythme inquiétant, plus de 400 km² par jour et environ 150'000 km² par année (plus de trois fois la superficie de la Suisse), souvent pour l'élevage industriel ou créer des champs pour nourrir… Les bêtes que nous mangerons plus tard. Si vous ne vous souhaitez pas devenir végan pour le moment, Ecosia se propose de planter un arbre pour chaque recherche effectuée sur son moteur. Et vu la vitesse de disparition des forêts et la pollution générée par la consommation énergétique des serveurs internet, c'est encore trop peu pour garantir à notre planète de quoi respirer…

www.ecosia.org

Lilo – le social
Un moteur de recherche à vocation sociale. Chaque recherche effectuée vous donne droit à avoir une goutte. Quand vous en avez beaucoup, vous allez sur leur site et pouvez redistribuer vos gouttes à divers projets des associations locales, uniquement françaises pour le moment, pour les aider à se financer. En plus d'être ludique et utile, vous réalisez le nombre de recherches que vous faites au quotidien.

www.lilo.org

Chaque jour, il devient davantage nécessaire de réfléchir à notre utilisation des internets, la consommation énergétique et polluante qu'elle produit, de la place de la marchandisation et de la fausse gratuité (si c'est gratuit, c'est toi le produit). Les logiciels libres contribuent à rendre internet moins marchand et à répondre collectivement à ses nouvelles problématiques en offrant des potentialités au fonctionnement classique capitaliste : financement collectif et coopératif, intelligence collective et collaborative, etc.

Si vous avez des sites et autres astuces au quotidien, n'hésitez pas à nous en faire part. La lutte contre le capitalisme doit se faire en tout temps et sous toutes les formes possibles .

LECTURE POUR L'ÉTÉ

La peur du peuple, de Francis Dupuis-Déri

Avec les dernières élections américaines, françaises et anglaises, les politiques ont courtisé ardemment leur peuple respectif. Néanmoins, les rapports entre élites et peuples sont loin d'être idylliques. Les citoyennes et citoyens se trouvent eux aussi tiraillé entre méfiance et enthousiasme pour les pratiques d'assemblée, comme l'ont démontré les mouvements sociaux récents Occupy, les Indignés ou encore Nuit debout. Cette thématique est également pertinente pour la Suisse où les résultats des votations populaires suscitent de vifs débats.

Pour mieux comprendre ces relations ambivalentes, Francis Dupuis-Déri, professeur à l'UQAM, nous propose de les observer par le prisme des concepts d'agoraphobie et agoraphilie politique. Ses réflexions nous questionnent et nous éclairent afin d'éviter de tomber dans les pièges de l'idéalisation ou diabolisation dudit peuple. En prime, la pensée de cet ouvrage s'appuie sur des exemples récents et plus anciens de pratiques démocratiques à travers le monde et interroge de manière latente le lien souvent automatique entre démocratie et occident.

Pour vos vacances ou sur un transat chez vous, rendez visite à votre bibliothécaire ou libraire indépendant, comme Basta ! à Lausanne : Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, Lux Éditeurs, Montréal, 458p.

Participe à la vie démocratique, signe et vote !

Les joies du processus démocratique suisse… Après la récolte de signatures s'en suit les campagnes aux financements opaques et aux arguments basés sur l'émotionnel et la paranoïa. Les complaintes du camp bourgeois ne comprennent pas cette partie de la population qui s'attaque à leurs privilèges et qui souhaite une meilleure répartition des richesses. En conclusion le résultat de la votation interroge le camp perdant sur la viabilité dudit processus. Actuellement, plusieurs initiatives et référendums à signer pour le plaisir de débattre et voter sur des enjeux de société importants.

Initiative « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre »

Ce texte lancé en avril dernier par le Groupe Suisse sans Armée (GSsA) a pour objectif d'interdire à la Banque nationale, aux fondations et aux caisses de pension de financer des entreprises faisant commerces d'armes professionnelles et de loisir à hauteur de 5 %. Pour Attac Suisse, il est important de signer cette initiative afin de relancer le débat sur les placements des caisses de pension et de la Banque nationale.

La fameuse neutralité helvétique permettra d'être débattue grâce à cette initiative. En effet, comment se targuer d'être neutre quand nos caisses de pension encouragent le commerce des armes et ses conséquences désastreuses pour les populations des pays officiellement ou non en conflit.

À signer jusqu'au 11.10.2018 – site internet : https://kriegsgeschaefte.ch/?lang=fr

*****

Initiative « Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique »

La collusion entre milieux économiques et politiques en Suisse est affichée au grand jour. Le meilleur exemple demeure la prise de la présidence des chambres par deux personnes influentes du Groupe mutuel et membre de la Commission de la santé. Le lobbyisme vit de beau jour en Suisse tout en sachant qu'aucun parti politique n'a de compte à rendre sur ses finances, dons et moyens investis lors de campagnes. L'argent circule sans surveillance. En 2013, la Suisse a été réprimandée par le GRECO (groupes de près de 50 pays européens et USA contre la corruption) pour le manque de mesures prises pour la transparence du financement des partis politiques. Depuis, la situation n'a guère évolué vers davantage de clarté.

Pour cette raison, plusieurs partis de gauche et du centre ont lancé l'initiative pour un financement transparent des partis politiques. Le texte interdit les dons anonymes dépassant 10'000 CHF. Les partis auront l'obligation de transmettre à la Chancellerie fédérale leurs comptes, ainsi que l'origine de tout don d'un montant supérieur à 10'000 CHF. Les personnes ou comités qui dépensent plus de 100'000 CHF pour une campagne sont également tenus de le déclarer. Les chiffres seront rendus publics avant les élections ou votations.

Nous regrettons que le texte ne fixe pas de plafond pour les campagnes politiques et ne soit contraignant que dans la transmission d'informations. Car, le montant investi dans les campagnes est un élément décisif pour retourner l'opinion populaire surtout à l'avantage des partis de droite. Néanmoins, cette initiative demeure déjà un bon moyen de mettre sous lumière l'opacité abyssale que sont les financements des partis et campagnes politiques.

À signer jusqu'au 26.10.2017 –
site internet : http://transparenz-ja.ch/fr/

*****

Référendum contre le projet « Prévoyance vieillesse 2020 (PV2020) »

Après plusieurs années de discussions depuis le projet du Conseiller fédéral Alain Berset, la réforme des retraites a été acceptée par les deux chambres. Pour l'extrême gauche et de nombreux syndicats, dont Attac Suisse, cette réforme est hautement problématique. L'âge de la retraite pour les femmes passerait de 64 à 65 ans Durant la même année le projet de rendre plus stricte l'application de la loi sur l'égalité salariale a été abandonnée… Ceci remet en cause les mesures prisent durant ces dernières décennies pour l'égalité entre les sexes en Suisse. A nous de réagir. De surcroît, un nombre important de parlementaires discutent d'augmenter l'âge de la retraite de tous si la réforme passe.
Le taux de la TVA augmenterait de 0,6 %, impôt socialement injuste au possible, puisque cet impôt ne tient pas compte des revenus.
Les futurs rentiers toucheraient 70 CHF d'AVS en plus par mois, mais les personnes déjà à la retraite n'auront pas accès à cette augmentation.

Cette faible augmentation de l'AVS fait triste mine devant le cadeau accordés aux assurances et banques gérant nos caisses de pensions. Tandis que le taux de conversion sera baissé de 6,8 à 6 % (sujet similaire refusé par vote populaire en 2011), les cotisations seront augmentées d'en moyenne 12 % durant la vie active afin de compenser les pertes sur nos rentes annuelles du 2e pilier tout en espérant conserver leur niveau actuel. Les salarié.e.s auront moins de pouvoir d'achat durant leur vie active et les entreprises cotiseront davantage. Les montants récoltés par les caisses de pensions augmenteront pour le plus grand plaisir des banques et assurances qui vont récupérer environ 2 % des montants pour la gestion des caisses et auront le droit de toucher 10 % des bénéfices produits par les caisses.

Cette réforme, en plus d'être inégalitaire, favorise le système de capitalisation du 2e pilier sans que les rentiers en bénéficient. Pour la santé de nos retraites, il est impératif de signer le référendum et de voter contre cette loi. Puis, il nous faudra travailler sur un projet qui renforce l'AVS, solidaire et bien plus avantageuse pour les rentiers actuels et futurs afin d'écarter les acteurs privés qui s'enrichissent actuellement sur le dos de nos caisses de pension.

Site internet :
http://touchepasamaretraite.ch/

URGENCE ! À signer le plus rapidement possible, les signatures seront déposées le 6 juillet 2017. Feuilles de signatures disponibles sur le site internet susmentionné.

Pour vos suggestions, questions ou contributions au journal, merci de nous contacter par mail : secretariat@attac.ch